



## PREFECTURE DE SEINE ET MARNE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES  
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

BUREAU DES POLITIQUES TERRITORIALES  
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

### Arrêté préfectoral n°06 DAIDD/E/066

pris en application des articles L 211-7 et L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement **autorisant** le Ministère de l'Équipement, des Transports, de l'Aménagement du Territoire, du Tourisme et de la Mer, représenté par la Direction Départementale de l'Équipement de Seine et Marne, à réaliser le contournement Est de l'Aéroport de Roissy Charles de Gaulle dans le cadre de la réalisation de la Francilienne et **déclarant d'intérêt général** ces travaux.

Rubriques 2.3.1/2.7.0/5.3.0/6.1.0 de la nomenclature  
annexées au décret n° 93-743 du 29 mars 1993.

Le Préfet de Seine et Marne,  
Officier de la Légion d'Honneur,

**VU** le Code de l'Expropriation, deuxième partie, chapitre 1er, sous section II, procédure spécifique aux enquêtes préalables portant sur des opérations entrant dans le champ d'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement, articles R 11.14-1 à R 11.14-15,

**VU** le Code de l'Environnement, notamment l'article L.210-1 et suivants,

**VU** la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution modifiée par la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

**VU** la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature et codifiée dans le Code de l'Environnement et le Code Rural,

**VU** le décret n° 77.1141 du 12 octobre 1977 modifié, pris pour l'application de l'article 2 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 susvisée,

**VU** le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les départements,

**VU** le décret n° 93.742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par le Code de l'Environnement,

**VU** le décret n° 93.743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application du Code de l'Environnement,

**VU** l'arrêté n° 89/DAE/1CV n° 20 du 28 avril 1989, modifié par l'arrêté interpréfectoral n° 92/DAE/1CV n° 005 du 4 mars 1992, fixant la répartition des compétences en matière de police de l'eau et de la pêche,

**VU** l'arrêté n° 2006/DDAF/SFEE/23 du 12 janvier 2006 transférant la police de l'eau de la DDE à la DDAF,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 89/DAE/1CV n° 26 du 8 juin 1989 portant approbation de la carte d'objectifs de qualité des cours d'eau du département de Seine et Marne,

**VU** l'arrêté n° 96-1868 du 20 septembre 1996 du Préfet de la Région Ile de France approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Seine Normandie,

**VU** la demande présentée par la Direction Départementale de l'Equipement le 3 décembre 2003 (récépissé de dépôt du dossier provisoire du 17 décembre 2003) et complétée le 30 avril 2004, modifiée et réadressée à la DDE le 29 décembre 2005,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 06 DAIDD E 014 du 2 mars 2006 déclarant l'ouverture de l'enquête publique relative à la demande d'autorisation du Ministère de l'Equipement, des Transports, de l'Aménagement du Territoire, du Tourisme et de la Mer représenté par la Direction Départementale de l'Equipement,

**VU** les registres d'observations du public, et les pièces attestant le bon déroulement de l'enquête publique pendant 31 jours du 5 avril au 5 mai 2006 inclus, sur le territoire des communes de Mauregard, Mesnil Amelot, Mitry Mory, Thieux et Compans,

**VU** l'avis favorable et le rapport du commissaire-enquêteur, en date du 31 juillet 2006,

**VU** le rapport de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, en date du 23 octobre 2006,

**VU** l'avis émis en date du 30 novembre 2006 du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques,

**VU** le projet d'arrêté préfectoral transmis le 1<sup>er</sup> décembre 2006 à la Direction Départementale de l'Equipement de Seine et Marne pour le compte du Ministère de l'Equipement, des Transports, de l'Aménagement du Territoire, du Tourisme et de la Mer, qui n'a pas formulé d'observation,

**SUR** la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine et Marne,

## **ARRETE**

### **Titre 1<sup>er</sup> : Objet**

**ARTICLE 1er :** Le Ministère de l'Equipement, des Transports, de l'Aménagement du Territoire, du Tourisme et de la Mer représenté par la Direction Départementale de l'Equipement de Seine et Marne, dit le pétitionnaire, est autorisé au titre du code de l'environnement, aux conditions du présent arrêté à :

- réaliser le contournement Est de l'aéroport de Roissy Charles de Gaulle dit Francilienne Est,
- créer les deux bassins de rétention des eaux pluviales nécessaires.

Les travaux sont également déclarés d'intérêt général.

### **ARTICLE 2 :**

L'opération autorisée à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus relève des rubriques suivantes de la nomenclature fixées par le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 pris pour application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement.

Ouvrages ou impacts	Caractéristiques, importance ou intensité des ouvrages	Rubrique du décret n° 93-743 concernée	Procédure résultante
Création d'étangs ou de plans d'eau s'écoulant directement ou indirectement dans un cours d'eau (hors 1 <sup>ère</sup> catégorie piscicole)	Superficie totale de 1,4 ha	2.7.0. alinéa 2. Création de plans d'eau dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha	Déclaration
Rejet d'eaux pluviales dans les eaux superficielles ou dans un bassin d'infiltration	Superficie totale de 34 ha desservie dans la Reneuse via le bassin des Renardières	5.3.0. Rejets d'eaux pluviales dans un bassin d'infiltration, la superficie totale desservie étant supérieure à 20 ha	Autorisation
Installations ou activités à l'origine d'un effluent correspondant à une des caractéristiques suivantes	Apport en sels dissous supérieur à 5 t/j : - apport équivalent à 9,5 t/j dans le bassin des Renardières	2.3.1. Apport en sels dissous supérieur à 5 t/j : - apport équivalent à 9,5 t/j dans le bassin des Renardières	Autorisation
Gestion des eaux pluviales	Montant des travaux supérieur à 1 900 000 euros	6.1.0. Travaux prévus à l'article L211.7 du code de l'environnement*	Autorisation
Régime applicable : AUTORISATION			

\* pour une mise en cohérence avec l'arrêté préfectoral d'autorisation établi sur l'échangeur Francillienne

## **Titre 2 : Dispositions techniques**

### **ARTICLE 3 :**

Les installations de collecte, de traitement et de rejet des eaux pluviales seront implantées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les documents figurant au dossier de demande, notamment sur l'étanchéité des collecteurs et des bassins.

Ces réalisations devront être conformes aux prescriptions du présent arrêté, ces dernières prévalant en tout état de cause.

Toutes mesures devront être prises, tant en phase chantier qu'en phase exploitation, pour ne pas porter préjudice à l'eau et au milieu aquatique, tant quantitativement que qualitativement.

Notamment, le pétitionnaire devra intégrer sans ses moyens de contrôle de surveillance et d'entretien, le dosage au plus juste des besoins des apports nutritifs de traitement des espaces verts, ainsi qu'au traitement des voiries en sel dissous.

Le rejet des eaux pluviales s'effectuant dans le bassin des Renardières appartenant à Aéroports de Paris, aucun autre rejet dans le milieu naturel n'est autorisé.

Les deux bassins de rétention BRMA<sub>1</sub> et BRMA<sub>2</sub> seront étanches. Ils présenteront une capacité de stockage respective de 8 000 et 10 000m<sup>3</sup> et seront équipés des dispositifs suivants :

- un voile siphonide amont,
- un orifice calibré équipé d'un dégrillage et régulant le débit de fuite à 28 l/s à la sortie du BRMA<sub>2</sub>,
- une surverse équipée d'un dégrillage pour les écoulements d'événements exceptionnels.

Le bassin BRMA<sub>2</sub> sera par ailleurs équipé d'un débourbeur-déshuileur à sa sortie, avant rejet dans le bassin des Renardières.

### **ARTICLE 4 : Phase chantier**

**Article 4-1 : Eaux souterraines.** Au cours du déroulement des travaux toutes dispositions devront être prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface. Aucun prélèvement dans les eaux souterraines n'est autorisé, excepté pour dénoyer le chantier.

#### **Article 4-2 : Eaux superficielles.**

Pendant la phase chantier, le pétitionnaire s'engage sur les points suivants :

- aucun rejet direct des eaux de ruissellement ou de nappe dans le milieu naturel,
- aucun rejet d'eaux usées dans le milieu naturel (les rejets d'eaux usées devront être branchés sur un réseau existant ou prélevés et évacués pour être traités conformément à la législation en vigueur),
- se prémunir contre toutes pollutions accidentelles.

en tout état de cause :

- en cas d'incident ou d'accident pouvant avoir une incidence sur la qualité des eaux rejetées ou sur la nappe, le pétitionnaire devra prévenir, dans les plus brefs délais, les services de l'Etat en charge de la police de l'eau et des milieux aquatiques.

#### **ARTICLE 5 :**

Le bénéficiaire de l'autorisation devra prévenir au moins huit jours à l'avance le service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques du département de Seine et Marne, de la date à laquelle les travaux seront commencés.

Un plan d'exécution des ouvrages sera remis au service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques, dans un délai de 6 mois après la fin des travaux.

#### **ARTICLE 6 : Phase exploitation**

##### **Eaux souterraines**

Aucun pompage de la nappe n'est autorisé.

##### **Eaux superficielles**

Le bénéficiaire de l'autorisation doit constamment entretenir, en bon état, les installations.

Lorsque des travaux de réfection seront nécessaires, il en avisera, au moins deux mois à l'avance, le service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques, et indiquera les mesures qu'il compte prendre pendant la durée des travaux pour la protection du milieu aquatique.

La vidange des bassins devra faire l'objet d'une demande auprès du service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques, au titre de la loi sur l'eau.

#### **ARTICLE 7 : Auto surveillance des rejets et entretien des installations.**

Le débourbeur-déshuileur fera l'objet d'un curage annuel et le cas échéant également, après un épisode pluvieux important ou d'une pollution.

Les résultats de l'autosurveillance prévue par la convention entre ADP et le pétitionnaire, seront transmis au service de la police de l'eau à chaque fin d'année.

#### **ARTICLE 8 : Contrôle des installations et des rejets.**

**Article 8-1 :** Le service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques peut effectuer des vérifications inopinées des conditions de fonctionnement et d'entretien des ouvrages.

**Article 8-2 :** Le bénéficiaire de l'autorisation transmet tous les ans au service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques, un rapport de suivi des installations dans un délai de 4 mois suivant la fin de l'année considérée.

Ce rapport devra reprendre :

- \* les travaux d'entretien réalisés,
- \* les résultats des analyses d'auto-surveillance du fonctionnement des installations,
- \* les incidents éventuellement survenus,
- \* la gestion des déchets et résidus de produits de curage (périodicité des curages, quantités produites et devenir),
- \* les commentaires de ce suivi et les perspectives pour l'année suivante.

**Article 8-3 :** Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques doivent constamment avoir libre accès aux installations autorisées.

La fréquence des mesures d'auto surveillance prévue à l'article 6 pourra être modifiée au plus tôt 2 ans après la mise en service des installations, sur demande du bénéficiaire de l'autorisation et après accord du service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques.

### **Titre 3 - Dispositions générales**

**ARTICLE 9 :** Les prescriptions du présent arrêté ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du pétitionnaire qui demeure pleine et entière pour ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages.

**ARTICLE 10 :** La présente autorisation est délivrée sans préjudice des autorisations rendues nécessaires à d'autres réglementations.

**ARTICLE 11 :** L'autorisation est accordée à titre personnel pour une durée de vingt ans à partir de la date de signature du présent arrêté.

Son renouvellement nécessite la formulation par le pétitionnaire, dans un délai d'un an au plus et de six mois au moins avant sa date d'expiration, d'une demande écrite au Préfet de Seine et Marne.

**ARTICLE 12 :** L'autorisation cessera de produire ses effets, s'il n'en a pas été fait usage, dans un délai de cinq ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

**ARTICLE 13 :** Faute par le pétitionnaire de se conformer dans le délai fixé à l'article précédent, aux dispositions prescrites, l'Administration pourra prononcer sa déchéance et, dans tous les cas, elle prendra les mesures nécessaires pour faire disparaître, aux frais de celui-ci, tous dommages provenant de son fait, sans préjudice des dispositions pénales relatives aux infractions de pêche et de régime des eaux.

Il en sera de même dans le cas où après s'être conformé aux dispositions prescrites, le pétitionnaire changerait l'état des lieux fixé par le présent arrêté sans y être autorisé.

**ARTICLE 14 :** Nonobstant les délais énoncés aux articles 10 et 11, l'autorisation a un caractère précaire et révocable.

**ARTICLE 15 :** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 16 :** En cas de transmission du bénéfice de l'autorisation à une autre personne que celle mentionnée au dossier de demande, le nouveau bénéficiaire devra en faire la déclaration au Préfet de Seine et Marne dans les trois mois qui suivent la prise en charge des ouvrages ou aménagements.

**ARTICLE 17 :** Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation, à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet de Seine et Marne avec tous les éléments d'appréciation.

**ARTICLE 18 :** Conformément aux prescriptions de l'article 35 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993, alinéa 3, la cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la demande d'autorisation des ouvrages et travaux devra faire l'objet d'une déclaration par le pétitionnaire auprès du service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques de Seine et Marne, dans le mois qui suivra la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation. Il sera alors donné acte de cette déclaration.

En cas de cessation définitive, le pétitionnaire sera tenu de remettre en état les lieux de manière à préserver les éléments mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'Environnement.

**ARTICLE 19** : Tout incident ou accident intéressant les ouvrages ou aménagements et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L.211-1 du Code de l'Environnement doit être déclaré, dans les conditions fixées à l'article L.211-5 du Code de l'Environnement et à l'article 36 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le titulaire de l'autorisation devra prendre ou faire prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de l'incident portant atteinte au milieu aquatique, pour évaluer leurs conséquences et y remédier.

**ARTICLE 20** : Le préfet peut décider que la remise en service d'un ouvrage, d'une installation, d'un aménagement, momentanément hors d'usage pour une raison accidentelle, sera subordonnée à une nouvelle autorisation si la remise en service entraîne des modifications de l'ouvrage, de l'installation, de l'aménagement ou des modifications de son fonctionnement ou de son exploitation, ou si l'accident est révélateur de risques insuffisamment pris en compte initialement.

**ARTICLE 21** : Le propriétaire ou l'exploitant est tenu de livrer passage aux agents habilités à la recherche et à la constatation des infractions au Code de l'Environnement dans les locaux, installations ou lieux où les opérations sont réalisées, à l'exclusion des domiciles ou de la partie des locaux servant de domicile dans les conditions prévues à l'article L.216-4 du Code de l'Environnement. Le dossier d'exploitation visé à l'article 6 est présenté à toute requête du service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques.

**ARTICLE 22** : En application de l'article 44 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993, sera puni de la peine d'amende prévue pour les contraventions de la 5<sup>e</sup> classe :

- 1) Quiconque aura réalisé l'ouvrage, l'installation, les travaux ou l'activité objet de la présente autorisation, sans satisfaire aux prescriptions fixées par le Préfet dans le présent arrêté d'autorisation.
- 2) Quiconque n'aura pas effectué les travaux de modification ou de suppression de l'ouvrage, de l'installation ou des aménagements ou de remise en état du site, qui lui ont été prescrits par arrêté préfectoral en application de l'article 26 du décret précité ou n'aura pas respecté les conditions dont est assortie, par le même arrêté, la réalisation des travaux.
- 3) Le bénéficiaire de l'autorisation s'il apporte une modification à l'ouvrage, à l'installation, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, sans l'avoir préalablement porté à la connaissance du service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques, conformément à l'article 15 ou à l'article 33 du décret précité, si cette modification est de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation.
- 4) Quiconque se trouve substitué au bénéficiaire de la présente autorisation, sans en faire la déclaration au service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques, conformément au premier alinéa de l'article 35 du décret précité.
- 5) L'exploitant ou, à défaut le propriétaire qui n'aura pas déclaré, comme l'exige l'article 35 dernier alinéa du décret précité, la cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, soit de l'exploitation de l'ouvrage ou de l'installation, soit de son affectation telle qu'indiquée dans la demande d'autorisation.
- 6) L'exploitant ou, à défaut le propriétaire ou le responsable de la conduite des opérations qui aura omis, soit de fournir les informations prévues par le premier alinéa de l'article 41, en cas d'inscription à la nomenclature prévue aux articles L.214-1, L.214-2, L.214-3, L.214-6 du Code de l'Environnement susvisé, d'installations, d'ouvrages, d'aménagements ou d'activités jusqu'alors dispensés d'autorisation ou de déclaration, soit de produire les pièces qui peuvent être exigées par le Préfet en application du dernier alinéa du même article.

**ARTICLE 23 :**

En application de l'article L.215-10 du Code de l'Environnement, la présente autorisation peut être retirée ou modifiée sans indemnité de l'Etat exerçant ses pouvoirs de police, dans les cas suivants, notamment:

- 1) dans l'intérêt de la salubrité publique,
- 2) en cas de menace majeure pour le milieu aquatique, et notamment lorsque les milieux aquatiques sont soumis à des conditions hydrauliques critiques non compatibles avec leur préservation.
- 3) lorsque les ouvrages ou installations sont abandonnés ou ne font plus l'objet d'un entretien régulier.

**ARTICLE 24 :**

En application des articles L.211-6, L.214-10 et L.216-2 du Code de l'Environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Cette décision peut être déférée à la juridiction administrative :

- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Conformément aux prescriptions du décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers, ce recours peut revêtir les formes suivantes:

- soit gracieux adressé à :

Monsieur le Préfet de Seine et Marne, rue des Saints Pères, 77011 MELUN

- Soit hiérarchique adressé à Madame la Ministre de l'Ecologie et du Développement durable, 20 avenue de Ségur 75007 PARIS

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de 4 mois.

- soit contentieux en saisissant le :

Tribunal Administratif de MELUN - 43, rue du Général de Gaulle - 77000 MELUN

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux ne court qu'à compter du rejet implicite de l'un de ces deux recours.

Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

**ARTICLE 25 :** Le pétitionnaire est tenu d'afficher une copie du présent arrêté sur l'ouvrage ou à proximité immédiate.

**ARTICLE 26 :** Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les principales prescriptions auxquelles l'ouvrage, l'installation, les travaux ou l'activité sont soumis, sera affiché à la mairie des communes de Mauregard, Mesnil Amelot, Mitry-Mory, Thieux et Compans, pendant une durée minimum d'un mois ; le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins des maires et transmis au service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques du département de Seine et Marne. En outre, une copie du présent arrêté sera conservée en mairies pour consultation éventuelle par le public.

**ARTICLE 27** - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine et Marne,  
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Seine et Marne,  
- Monsieur le Chef de la Mission Interservices de l'Eau de Seine et Marne,  
- Madame la Directrice des Affaires Sanitaires et Sociales de Seine et Marne,  
- Messieurs les Maires des communes de Mauregard, Mesnil Amelot, Mitry-Mory, Thieux  
et Compans,

sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie  
leur sera adressée et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Seine-et-Marne et  
dont copie sera adressée :

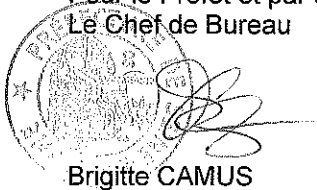
- au directeur régional de l'environnement d'Ile-de-France,
- au Chef du service de la Navigation de la Seine,
- au chef de la Mission Inter Services de l'Eau de la Seine-et-Marne,

A Melun, le 21 décembre 2006

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture,

Signé : Francis VUIBERT

POUR AMPLIATION  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Chef de Bureau



Brigitte CAMUS